

NOTICE D'INFORMATION CONFIDENTIELLE

La présente notice est confidentielle et ne doit être utilisée qu'à des fins internes. Le contenu ne peut être reproduit ou distribué auprès du public ou de la presse. Les lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires interdisent une telle distribution. Cette notice doit être lue conjointement avec le prospectus provisoire daté du 31 décembre 2016 (le «Prospectus») qui a été déposé auprès des commissions des valeurs mobilières ou des autorités similaires dans toutes les provinces et territoires. Rien ne garantit que les renseignements figurant aux présentes, bien qu'ils proviennent de sources que nous estimons fiables, sont exacts ou exhaustifs. La présente notice est fournie uniquement à titre informatif et elle ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat des titres qui y sont mentionnés. Aucune vente ni aucune offre visant l'achat de titres ne sera acceptée tant qu'un visa ne sera pas délivré pour le prospectus définitif. Les termes importants utilisés aux présentes, mais qui n'y sont pas définis, ont le sens qui leur est attribué dans le prospectus.

PREMIER APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE



27 JANVIER 2017

MAPLE LEAF SHORT DURATION 2017 FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP CATÉGORIE QUÉBEC

PORTEFEUILLE QUÉBEC – PLACEMENT MAXIMAL : 10 MILLIONS DE DOLLARS

25 \$ LA PART

OBJECTIF DE PLACEMENT DU PORTEFEUILLE QUÉBEC

Procurer aux commanditaires de la catégorie Québec un placement dans un portefeuille diversifié d'actions accréditives de sociétés exploitant des ressources naturelles et engageant des dépenses admissibles principalement au Québec en vue de maximiser les avantages fiscaux d'un placement dans des parts de catégorie Québec et de procurer une plus-value du capital et/ou un revenu aux commanditaires de la catégorie Québec. **Les commanditaires de la catégorie Québec doivent être résidents du Québec ou être assujettis à l'impôt sur le revenu au Québec.**

Veuillez vous reporter au prospectus pour obtenir des détails sur le placement de parts du portefeuille national.

POINTS SAILLANTS DU PLACEMENT

Gestion de portefeuille d'une équipe chevronnée

- Jim Huang (T.I.P. Wealth Manager Inc.) a acquis une grande expérience dans la gestion de fonds de ressources. Il a géré et cogéré plus de 2 milliards de dollars d'actifs d'organismes de placement collectif (OPC) et d'actifs institutionnels et les sociétés en commandite préalablement accréditives.

Placement accréditif de courte durée

- La Société s'engage à procurer des liquidités aux investisseurs après une période de détention d'environ 12 à 18 mois.

Des déductions fiscales intéressantes pour les investisseurs qui résident au Québec

- Au total, jusqu'à 130 % du placement initial devrait être déductible en 2017.

Portefeuille diversifié composé de titres du secteur des ressources naturelles susceptible de procurer une plus-value du capital et un revenu

- Un portefeuille diversifié intéressant axé sur les ressources naturelles composé principalement de sociétés spécialisées dans l'exploration, la mise en valeur et/ou la production de ressources énergétiques et minières, voire la production de certaines énergies renouvelables.
- La protection cible contre la chute des cours est de 61 % sur le placement initial.

Liquidité

- Une opération de liquidité devrait être mise en œuvre au plus tard le 30 juin 2018.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE D'EXPÉRIENCE



JIM HUANG, CPA (CFA), CGA
GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

- Président de T.I.P. Wealth Manager; il compte plus de 20 ans d'expérience dans la gestion des placements.
- Ancien vice-président et gestionnaire de portefeuille de Natcan Investment Management Inc. et de la société qu'elle a remplacée Gestion Altamira Ltée.
- Vaste expérience de la gestion d'OPC axés sur le secteur des ressources naturelles et des fonds accréditifs de ce secteur; M. Huang a géré et cogéré plus de 2 milliards de dollars d'actifs d'OPC et d'actifs institutionnels.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE NATIONALE

Judi, 5 janvier 2017 au 14h00 (HE). Composez le 416-216-4169 ou le 1-866-229-4144. Mot de passe : 8549480#.
Replay disponible jusqu'au 4 février 2017 au 1-888-843-7419. Mot de passe : 854980#.

MEMBRES DU SYNDICAT

Banque Scotia

BMO Marchés des capitaux

CIBC

Financière Banque Nationale inc.

Corporation Canaccord Genuity Valeurs mobilières Desjardins Inc. Placements Manuvie incorporée Raymond James Ltée. Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Echelon Wealth Partners Inc.

SOMMAIRE DU PLACEMENT

Émetteur :	Maple Leaf Short Duration 2017 Flow-Through Limited Partnership (la « société en commandite »)
Titres offerts :	Parts de société en commandite de catégorie Québec (« parts de catégorie Québec ») et parts de société en commandite de catégorie nationale (« parts de catégorie nationale »); veuillez consulter le prospectus pour des détails.
Placement maximal :	Placement maximal – portefeuille Québec : 10 000 000 \$ (400 000 parts de catégorie Québec).
Placement minimal :	Placement minimal : 2 500 000 \$ (100 000 parts de catégorie Québec et/ou parts de catégorie nationale). Pour autant que le montant minimal soit augmenté à 200 000 parts de catégorie Québec, dans le cas où le placement minimal de parts de catégorie Nationale ne soit pas atteint.
Prix :	25,00 \$ la part.
Souscription minimale :	200 parts (5 000 \$). Des souscriptions supplémentaires peuvent être effectuées en multiple de une part.
Emploi du produit :	Il s'agit d'une mise en commun sans droit de regard. La société en commandite investira ses fonds dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives de sociétés spécialisées dans l'exploration, le développement et/ou la production de ressources énergétiques et minières, voire dans certaines sociétés de production d'énergie renouvelable.
Commandité :	Maple Leaf Short Duration 2017 Flow-Through Management Corp. (le « commandité »)
Gestionnaire :	CADO Investment Fund Management Inc. (le « gestionnaire »)
Gestionnaire de portefeuille :	T.I.P. Wealth Manager Inc. (le « gestionnaire de portefeuille »)
Objectif de placement :	Procurer aux commanditaires de la catégorie Québec un placement dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives de sociétés exploitant des ressources naturelles et engageant des dépenses admissibles principalement au Québec en vue de maximiser les avantages fiscaux d'un placement dans des parts de catégorie Québec et de procurer une plus-value du capital et/ou un revenu aux commanditaires de la catégorie Québec Class Limited Partners.
Stratégie de placement :	Atteindre les objectifs de placement du portefeuille Québec au moyen d'une recherche fondamentale et quantitative, à la fois au niveau des sociétés et du secteur, et par la gestion active de portefeuilles diversifiés d'actions accréditatives de sociétés exploitant des ressources naturelles et qui : i) ont des actions inscrites à la cote d'une bourse nord-américaine; ii) ont des équipes de direction chevronnées qui ont fait leurs preuves et qui ont de l'expérience; iii) ont instauré des programmes d'exploration ou des programmes d'exploration, de mise en valeur et/ou de production solides; iv) ont des actions qui représentent une bonne valeur et qui offrent une possibilité de plus-value du capital ou de revenu; v) respectent certains autres critères figurant dans les lignes directrices en matière de placement.
Opération de liquidité :	Devrait être mise en œuvre au plus tard le 30 juin 2018. Veuillez vous reporter à la rubrique « Opération de roulement avec un OPC » (ci-après).
Admissibilité de la société en commandite :	Les parts ne sont pas des placements admissibles aux fins des REER, des FERR, des RPDB, des REEE, des REEI ou des CELI.
Honoraires du commandité :	Au total, 2 % de la valeur liquidative de chaque catégorie, calculés et versés mensuellement.
Prime liée au rendement :	Le commandité aura droit à une prime liée au rendement à l'égard de chaque catégorie qui correspond à 20 % du produit : a) du nombre de parts de cette catégorie en circulation à la date de la prime liée au rendement; et b) de l'excédent de la valeur liquidative par part de cette catégorie à la date de la prime liée au rendement (avant de donner effet à la prime liée au rendement) plus le total des distributions par part de cette catégorie sur 28,00 \$.
Commission de vente :	3,50 % du prix par part.
Clôture initiale prévue :	Février 2017.

OPÉRATION DE ROULEMENT AVEC UN OPC

➤ Afin de procurer aux commanditaires une liquidité et une possibilité de croissance du capital et du revenu à long terme, le commandité a l'intention de mettre en œuvre une opération de liquidité au plus tard le 30 juin 2018. À l'heure actuelle, le commandité prévoit que l'opération de liquidité sera une opération de roulement avec un organisme de placement collectif. L'opération de liquidité sera mise en œuvre sur préavis d'au moins 60 jours aux commanditaires.

➤ Aux termes de l'opération de roulement avec un OPC, les commanditaires recevront des actions rachetables d'un OPC avec imposition reportée. Le fonds commun de placement ne détient pas de frais de réacheminement.

➤ Le gestionnaire a créé la Catégorie de ressources Maple Leaf, une catégorie de titres de Société de fonds Maple Leaf Itée, une société de placement à capital variable constituée sous le régime des lois du Canada. Le portefeuille de la Catégorie de ressources Maple Leaf est géré par le gestionnaire de portefeuille, et il est prévu que cette catégorie sera l'OPC qui participera à l'opération de roulement avec un OPC, si elle est mise en œuvre.

➤ **La réalisation de l'opération de roulement avec un OPC ou de toute autre opération de liquidité nécessitera l'obtention de toutes les approbations requises.**



CATÉGORIE DE RESSOURCES MAPLE LEAF

POINTS SAILLANTS DU PLACEMENT

Gestion de portefeuille d'une équipe chevronnée

- Jim Huang a acquis une grande expérience dans la gestion des fonds de ressources. Il a géré et cogéré plus de 2 milliards de dollars d'actifs d'OPC et d'actifs institutionnels et d'actifs institutionnels et les sociétés en commandite préalablement accréditives.

Une déduction fiscale de 130 % en 2017

- Une déduction fiscale en 2017 pouvant atteindre 130 % du coût du placement.

Concentration sur le secteur des ressources naturelles

- Un portefeuille diversifié intéressant axé sur les ressources naturelles composé principalement de sociétés spécialisées dans l'exploration, le développement et/ou la production de ressources énergétiques et minières, voire la production de certaines énergies renouvelables. L'accent est mis sur des sociétés exploitant des ressources naturelles dont les équipes de direction sont expérimentées et qui peuvent procurer une plus-value du capital et un revenu. Le gestionnaire de placements choisira les actions des sociétés exploitant des ressources naturelles au moyen d'une recherche fondamentale et quantitative rigoureuse, à la fois au niveau des sociétés et du secteur, et gèrera activement le portefeuille de placements de la société en commandite.

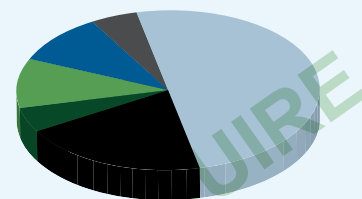
Gestion du risque et possibilité d'une plus-value du capital

- Une protection à hauteur de 61 % contre la chute du cours (selon l'hypothèse d'une émission minimum et d'un taux marginal d'imposition de 53.3 %).
- La « fraction à risques » correspond à 32,48 % du coût du placement (selon l'hypothèse d'une émission maximale).

Liquidité

- L'opération de roulement avec un OPC avec imposition reportée devrait être mise en œuvre au plus tard le 30 juin 2018.

RÉPARTITION CIBLE DE L'ACTIF DU PORTEFEUILLE QUÉBEC*



■	MÉTAUX PRÉCIEUX 50 %
■	MÉTAUX DE BASE 20 %
■	PÉTROLE 10 %
■	GAZ 10 %
■	URANIUM 5 %
■	MATÉRIAUX EN VRAC 5 %

*sous réserve de ce qui est disponible au moment du placement.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE EXPÉRIMENTÉ

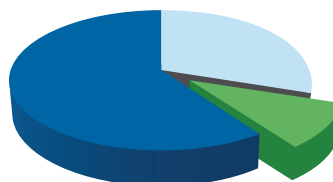


JIM HUANG, CFA, CGA
GESTIONNAIRE DE
PORTEFEUILLE

- Jim Huang, CFA, CGA, est président et gestionnaire de portefeuille de T.I.P. Wealth Manager Inc., et agira comme gestionnaire de portefeuille pour le compte du gestionnaire de placements.
- Il compte plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des placements et était vice-président et gestionnaire de portefeuille de Natcan Investment Management Inc. et la société qu'elle a remplacée Gestion Altamira Ltée, de novembre 1998 à mars 2006. Auparavant, de février 1996 à novembre 1998, il était analyste principal de recherche/chef des placements chez Sun Life du Canada.
- M. Huang a amorcé sa carrière auprès de BBN James Capel Inc. et de First Energy Capital Corp., toutes deux situées à Calgary, en Alberta.

➤ À titre de gestionnaire principal ou de cogestionnaire, alors qu'il travaillait auprès de Natcan/Altamira, M. Huang gèrait ou cogérait des actifs d'OPC et des actifs institutionnels de plus de 2 milliards de dollars, y compris la totalité des produits dans le domaine des ressources et des titres à revenu des groupes d'OPC Altamira et Banque Nationale. Le Fonds énergétique Altamira, le Fonds ressources Altamira, le Fonds de métaux précieux et de métaux stratégiques Altamira et AltaFund (un fonds d'actions canadiennes mettant l'accent sur l'Ouest canadien) ont obtenu des rendements de premier ordre au sein de leurs secteurs et se sont mérités des prix et une couverture médiatique positive pendant la gestion de M. Huang.

- M. Huang a acquis une certaine expérience dans la gestion et la cogestion de portefeuilles des sociétés en commandite accréditives suivantes, ainsi que d'autres moyens de placement accréditifs offerts par souscription privée.



RÉPARTITION DES PLACEMENTS DIVERSIFIÉE IDÉALE SELON JIM HUANG

60%

Critères De Sélection

- Direction d'expérience
- Chef de file reconnu dans son domaine
- Bonnes perspectives de croissance
- Bilan solide

30%

Critères de croissance

- Candidat pour une OPA
- Actifs sous-évalués
- Dans une phase descendante
- Nouvelle équipe de direction

10%

Critères risque/rendement

- Des Sociétés exploitant des ressources naturelles qui répondent aux critères mentionnés ci-dessus, mais qui ont été entravées par des facteurs tels que des modifications législatives défavorables, les travaux d'exploration initiaux, etc.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ACCRÉDITIVE GÉRÉE PAR JIM HUANG

- Maple Leaf Short Duration 2016-II Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Maple Leaf Short Duration 2016 Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Maple Leaf Short Duration 2015-II Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Maple Leaf Short Duration 2015 Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Maple Leaf 2014-II Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Maple Leaf Short Duration 2014 Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Maple Leaf Short Duration 2013 Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Maple Leaf Short Duration 2012 Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec

- Maple Leaf Short Duration 2011-II Flow-Through Limited Partnership, Catégorie nationale et Catégorie Québec
- Maple Leaf Short Duration 2011 Flow-Through Limited Partnership
- Maple Leaf Short Duration 2010 Flow-Through Limited Partnership
- Jov Diversified Flow-Through 2009 Limited Partnership
- Jov Diversified Quebec Flow Through 2009 Limited Partnership
- Jov Diversified Flow Through 2008-II Limited Partnership
- Jov Diversified Flow-Through 2008 Limited Partnership
- Jov Diversified Flow-Through 2007 Limited Partnership
- Alpha Energy 2006 Flow-Through Fund
- Rhone 2005 Flow-Through Limited Partnership
- Rhone 2004 Flow-Through Limited Partnership

LIGNES DIRECTRICES ET RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENT

La société en commandite a élaboré certaines lignes directrices en matière de placement qui régissent les activités de placement liées au portefeuille Québec. Ces lignes directrices en matière de placement prévoient, entre autres, que le portefeuille Québec effectuera des placements en fonction des politiques et restrictions suivantes :

PORTEFEUILLE QUÉBEC TYPE DE PLACEMENTS	RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENT (pourcentage de la valeur liquidative à la date du placement)
➤ Sociétés exploitant des ressources naturelles dont les titres sont inscrits à la cote d'une bourse.	100 %
➤ Sociétés exploitant des ressources naturelles dont la capitalisation boursière est d'au moins 10 millions de dollars.	Au moins 50 %
➤ Placement dans une seule société exploitant des ressources naturelles.	Au plus 20 %
➤ Placement dans une seule société exploitant des ressources naturelles dont la capitalisation boursière est inférieure à 10 millions de dollars.	Au plus 10 %

APERÇU DU SECTEUR

Le gestionnaire de portefeuille estime que les secteurs des ressources continueront de générer des rendements solides à long terme, le faible prix actuel des marchandises et le sous-investissement qui en découle minant toujours les réseaux d'approvisionnement, alors que la demande a connu une croissance exponentielle en raison de l'émergence de nouveaux centres économiques ailleurs que dans les régions développées reconnues. Le déséquilibre qui en résulte ne sera corrigé qu'au fil du temps, la hausse générale des prix des marchandises servant de signal du marché. En outre, les prix des marchandises sont généralement libellés en dollars américains, dollar qui demeure dans une tendance baissière à long terme puisque le pouvoir économique se déplace progressivement ailleurs. Toutes choses étant égales par ailleurs, les prix libellés en dollars américains devront augmenter pour faire contrepoids à cette baisse, contribuant davantage à l'impulsion ascendante. Une reconnaissance plus vaste des marchandises en tant que catégorie légitime de biens pourrait également augmenter les demandes d'investissement dans les marchandises de façon générale.

Les principaux secteurs de ressources naturelles dans lesquels la société en commandite effectuera des placements sont les suivants :

RESSOURCE MOTIFS DU PLACEMENT

ÉNERGIE Le gestionnaire de portefeuille prévoit que l'énergie nucléaire continuera de jouer un rôle important comme source d'énergie stable à grande échelle dans un avenir prévisible. Le gestionnaire de portefeuille estime que le marché de l'uranium (intran principal dans le processus nucléaire) connaîtra une insuffisance croissante en termes d'offre jusqu'à ce que de nouvelles mines puissent entrer en production. De plus, le gestionnaire de portefeuille considère que les baisses récentes des niveaux des stocks, la reconnaissance par la Russie de ses propres besoins internes en conséquence desquels elle deviendra un importateur net d'uranium, et la construction d'environ 40 nouveaux réacteurs commerciaux au cours des prochaines 10 à 15 années accentueront cette insuffisance. Comme les conséquences négatives découlant de l'incident nucléaire de Fukushima au Japon s'amointrissent au fil du temps, le gestionnaire de portefeuille croit que les paramètres fondamentaux à long terme du marché de l'uranium devraient se rétablir en temps opportun.

Les produits énergétiques se distinguent surtout par le fait qu'ils sont essentiellement non renouvelables. Une fois consommées, les unités d'énergie ne peuvent être aisément réutilisées ou recyclées. Compte tenu des ressources souterraines limitées et des besoins croissants en énergie, ainsi que de la croissance généralisée de l'économie, le gestionnaire de portefeuille croit qu'il sera de plus en plus difficile de conserver le statu quo. Il faut soit augmenter l'offre, soit rationner la demande. Plutôt que le résultat de spéculations effrénées, la hausse des prix des ressources énergétiques constitue tout simplement un avertissement pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Nous ne manquons pas d'énergie, mais plutôt d'énergie peu coûteuse.

Une fois commencée, la production de pétrole et de gaz naturel ne cesse de décliner. Par exemple, selon le rapport mensuel de novembre 2016 de l'International Oil Energy Agency, à l'heure actuelle, la production annuelle de pétrole se chiffre à un peu plus de 97 millions de barils par jour. En raison de la baisse annuelle moyenne de 5 %, il faudra remplacer une production équivalant à 4,8 millions de barils par jour, soit 1,8 milliard de barils par année. La tâche est monumentale, et ce, même sans tenir compte de la croissance annuelle de la demande qui s'élève à environ 1 million de barils par jour. Il devient de plus en plus difficile de faire face à cet enjeu en raison du regain du mouvement de nationalisation des ressources et de l'influence grandissante des groupes de pression écologistes, qui limitent l'accès aux ressources inexploitées et augmentent les coûts d'exploitation des sociétés pétrolières. Le développement récent de l'huile de schiste en Amérique du Nord n'a fait que déplacer la distribution régionale de l'approvisionnement, sans modifier de façon fondamentale la situation générale de moyen à long terme. Encore une fois, la baisse récente des prix du pétrole devrait ralentir la croissance de la production d'huile de schiste et de sables bitumineux, rétablissant ainsi l'équilibre du marché. Le gestionnaire de portefeuille croit qu'étant donné que seuls quelques exportateurs satisfont à la demande mondiale en énergie, toute perturbation – géopolitique ou autre – de la production pourrait entraîner des hausses subites des prix de l'énergie. Même si le rythme de la croissance de la demande a ralenti, la croissance de l'offre globale demeure lente et l'équilibre du marché demeure très fragile. La production de gaz naturel nord-américaine demeurera quant à elle probablement à l'intérieur de la fourchette actuelle jusqu'à ce que l'effet de la production en hausse de gaz de schiste puisse être absorbé par la demande croissante en énergie et de l'industrie. Ce processus est en cours depuis 2002. Compte tenu des signes de baisse des dépenses et de la diminution du nombre d'appareils de forage de gaz naturel, les prix du gaz naturel sont descendus à leur plus bas et amorcent un processus qui leur permettra de s'établir dans une fourchette plus élevée à long terme. L'essor rapide de l'exportation du gaz naturel liquéfié de l'Amérique du Nord pourrait également avoir un effet favorable sur les prix à moyen terme.

Le charbon est une autre source d'énergie importante. Grâce aux techniques d'extraction avancées, le charbon maintient son rôle prépondérant dans la chaîne d'énergie en raison de ses prix compétitifs. Il reste encore un grand nombre de réserves de charbon dans le monde, toutefois, la production du charbon a été réduite par suite de restrictions d'ordre environnemental, d'inondations, de pénuries d'électricité et de restrictions des infrastructures. La croissance constante de la production d'électricité créée, à long terme, un contexte favorable à la demande de charbon thermique. Le charbon cokéifiable, employé dans la production de l'acier, connaît une croissance similaire en raison de la forte demande pour les aciers utilisés dans la construction d'infrastructures. À court terme, les prix du charbon cokéifiable devraient possiblement rester faibles en raison d'un abandon progressif des sources de production à coût élevé.

Le gestionnaire de portefeuille prévoit que l'énergie nucléaire jouera un rôle beaucoup plus important dans le secteur de l'énergie dans un avenir prévisible. Étant donné que l'énergie nucléaire est la seule source d'énergie de remplacement qui a fait ses preuves et qui affiche une rentabilité réelle, et ce, sans subvention, de nombreuses centrales nucléaires sont construites partout dans le monde, malgré l'opposition des groupes communautaires et de protection de l'environnement (voir Ux Consulting Company, « Uranium Market Outlook : Third Quarter 2016 »). Il faut souligner que la production d'énergie nucléaire n'émet pratiquement pas de dioxyde de carbone, ce qui devrait lui permettre d'être incluse dans la stratégie relative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de tout gouvernement.

APERÇU DU SECTEUR (SUITE)

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or et d'autres métaux précieux sont utilisés à des fins variées dans l'économie actuelle, mais, fondamentalement, leur vocation première consiste à servir de couverture durant les périodes d'incertitude comme la guerre, la famine, la récession, les crises financières et les fluctuations monétaires. Compte tenu des nombreux problèmes auxquels sont confrontés les investisseurs à l'heure actuelle, cette fonction de « valeur refuge » acquiert une importance encore plus grande, comme en fait foi la popularité croissante des fonds cotés en bourse investissant directement dans l'or. Selon le GFMS Annual Gold Survey 2016, comme la production peine à croître en raison de la diminution des teneurs et de l'augmentation des coûts, environ 32 % de la demande annuelle en or est actuellement comblée grâce à des ressources en surface. Par conséquent, le prix de l'or devient de plus en plus sensible à la perception qu'ont les investisseurs des risques. La crise du crédit souverain et la faible accélération de la croissance économique mondiale accentuent le besoin et le caractère urgent de couverture. Même si l'or a affiché une progression importante au cours de la dernière décennie, son cours demeure considérablement inférieur à sa valeur record précédente compte tenu de l'inflation. Cette situation contraste fortement avec celle de nombreux autres produits, qui avaient amélioré leurs valeurs records antérieures après rajustement pour inflation. La possibilité, à l'heure actuelle, d'une reprise graduelle de l'économie mondiale et de la hausse des taux d'intérêt qui devrait en résulter agira probablement comme contrepoids à la valeur de l'or à court terme, mais la liquidité demeure élevée et la plupart des pays industrialisés continuent de dépenser au-delà de leurs moyens, préparant ainsi le terrain pour une éventuelle hausse à venir du cours de l'or. À court terme, le dollar américain devrait se maintenir à flot en raison de la croissance relativement forte aux États-Unis par rapport aux autres parties du monde, quoique cette situation soit déjà largement prise en compte sur le marché. Au cours des dernières années, les producteurs d'or ont réagi avec dynamisme aux divers problèmes opérationnels et ont cherché à améliorer le rendement dans le contexte actuel du prix de l'or, ce qui augure bien pour leur rendement lorsque les produits de base repartiront à la hausse. Après des années de vaches maigres, les sociétés ressentent le besoin urgent de regarnir leur chaîne de production, ce qui serait profitable pour les sociétés d'exploration et les sociétés minières en démarrage.

MÉTAUX COMMUNS, EN VRAC ET AUTRES MATÉRIAUX

La demande en métaux communs est plus sensible à l'état actuel de l'économie mondiale que d'autres marchandises. Dans cet esprit, il importe de ne pas trop exagérer l'influence exercée par les États-Unis sur la demande en métaux. Selon la London Metal Exchange et la Economist Intelligence Unit, même si les États-Unis demeurent un gros consommateur de métaux communs, l'importance des pays en voie de développement, la Chine, plus particulièrement, est actuellement bien plus considérable. Le gestionnaire de portefeuille prévoit qu'une reprise économique graduelle à l'échelle mondiale devrait avoir des répercussions favorables sur la demande en métaux communs; toutefois, son incidence variera par rapport aux différents métaux. Ainsi, devant la nécessité permanente de construire des infrastructures dans les pays en voie de développement, la demande en acier demeure forte. Cette vigueur a un effet favorable sur les prix du minerai de fer et du charbon cokéifiable, deux des intrants nécessaires à la fabrication de l'acier. Par contre, la période actuelle est caractérisée par une augmentation de l'offre, ce qui devrait exercer des pressions à la baisse sur les prix au cours des quelques prochaines années. Le nickel, de son côté, a tiré parti de l'interdiction applicable aux exportations de minerais en provenance de l'Indonésie, qui a réduit la demande mondiale de 20 %, selon le Macquarie Group Mining Research. Récemment, les Philippines ont également imposé des restrictions à l'exportation du minerai non traité de nickel. Il semble probable que les répercussions favorables de cette interdiction se feront sentir dans les 12 prochains mois, puisque des prélèvements sont constamment effectués sur les stocks. Les stocks de métaux communs sont généralement faibles par rapport à la consommation, ce qui est de bon augure pour une reprise éventuelle lorsque l'économie mondiale reprendra sa forte croissance. Le lancement proposé d'un programme de dépenses en infrastructures par l'administration Trump à venir aux États-Unis pourrait également contribuer à offrir de meilleures perspectives pour les métaux de base.

PRINCIPAUX ASPECTS FINANCIERS

Un placement dans les parts de catégorie Québec comportera un certain nombre de répercussions fiscales pour le souscripteur éventuel. Le commandité a rédigé l'exposé suivant afin d'aider les souscripteurs éventuels à évaluer les répercussions fiscales qui leur sont applicables en raison de l'acquisition, de la détention et de la disposition de parts de catégorie Québec; cet exposé n'est pas fondé sur un avis comptable ou juridique indépendant. L'exposé vise à illustrer certaines répercussions fiscales pour les souscripteurs qui sont des particuliers résidents canadiens (sauf des fiduciaires) qui ont acquis 5 000 \$ de parts de catégorie Québec (200 parts de catégorie Québec) dans la société en commandite et qui continueront à détenir leurs parts dans la société en commandite jusqu'au 31 décembre 2017. **Ces illustrations ne sont que des exemples, et les déductions fiscales réelles peuvent être très différentes. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » dans le prospectus. Le moment de ces déductions peut également varier par rapport à ce qui est indiqué dans le tableau. Pour connaître les principaux aspects financiers ayant trait au portefeuille national, se reporter au prospectus.**

EXEMPLE DE DÉDUCTIONS FISCALES POUR LE PORTEFEUILLE QUÉBEC

	PLACEMENT MINIMAL			PLACEMENT MAXIMAL		
	2017	2018 et au-delà	Total	2017	2018 et au-delà	Total
Placement initial	5 000 \$	- \$	5 000 \$	5 000 \$	- \$	5 000 \$
Crédits d'impôt à l'investissement (« CII ») gagné sur les FEC (100 % des FEC engagés sont admissibles au CII de 15 %) ¹⁾	675 \$	- \$	675 \$	675 \$	- \$	675 \$
Déductions fiscales						
FEC ^{1), 2)} :	4 500 \$	- \$	4 500 \$	4 500 \$	- \$	4 500 \$
Autres déductions ^{2), 3), 4)} :	321 \$	432 \$	753 \$	263 \$	403 \$	665 \$
	4 821 \$	432 \$	5 253 \$	4 763 \$	403 \$	5 165 \$
Inclusion du revenu de CII (la valeur du CII est incluse dans le revenu imposable de l'année 2)	- \$	(675 \$)	(675 \$)	- \$	(675 \$)	(675 \$)
Total des déductions fiscales ^{5), 6), 7), 8)}	4 821 \$	(243 \$)	4 578 \$	4 763 \$	(273 \$)	4 490 \$

AVANTAGES FISCAUX DU FÉDÉRAL ET DU QUÉBEC POUR LE PARTICULIER DU QUÉBEC EN SUPPOSANT QUE 75 % DES FONDS DISPONIBLES DU PORTEFEUILLE QUÉBEC SONT INVESTIS DANS DES FEC ENGAGÉS AU QUÉBEC

	PLACEMENT MINIMAL			PLACEMENT MAXIMAL		
	2017	2018 et au-delà	Total	2017	2018 et au-delà	Total
Placement	5 000 \$	- \$	5 000 \$	5 000 \$	- \$	5 000 \$
Économies d'impôt grâce aux déductions ^{10), 11)}						
Fédéral	(1 329 \$)	(119 \$)	(1 448 \$)	(1 313 \$)	(111 \$)	(1 423 \$)
Québec	(1 372 \$)	(111 \$)	(1 483 \$)	(1 357 \$)	(104 \$)	(1 460 \$)
Impôt sur les gains en capital ⁹⁾	22 \$	21 \$	43 \$	12 \$	16 \$	28 \$
CII fédéral (après impôt)	(489 \$)	- \$	(489 \$)	(489 \$)	- \$	(489 \$)
Total des charges fiscales nettes (économies)	(3 167 \$)	(210 \$)	(3 377 \$)	(3 146 \$)	(199 \$)	(3 345 \$)
Fraction à risques ⁹⁾			1 623 \$			1 655 \$
Seuil de rentabilité du produit de disposition ¹²⁾			1 956 \$			1 994 \$
Protection contre la chute du cours ^{15), 16)}			61 %			60 %
Déductions équivalentes minimales exprimées en pourcentage de l'investissement initial ^{13), 14)}			130,4 %			128,6 %

(Voir les notes et hypothèses à la page suivante)

PRINCIPAUX ASPECTS FINANCIERS (SUITE)

NOTES ET HYPOTHÈSES : Les calculs qui précèdent se fondent sur les estimations et les hypothèses décrites à la rubrique « Notes et hypothèses » figurant dans le prospectus qui fait partie intégrante de l'exposé. Veuillez vous reporter aux « Notes et hypothèses » sous la rubrique « Principaux aspects financiers » dans le prospectus pour obtenir le texte intégral des estimations et hypothèses sous-jacentes aux calculs qui précèdent.

(1) Pour le Portefeuille Québec, les calculs supposent que seules les Parts de Catégorie Québec ont été vendues (c'est-à-dire qu'aucune Part de Catégorie Nationale n'est en circulation). Les calculs supposent également que les frais de l'Offre sont de 100 000 \$ dans le cas du placement minimal et de 200 000 \$ dans le cas du placement maximal, que les honoraires du Commandité sont de 90 000 \$ dans le cas du placement minimal et de 180 000 \$ dans le cas du placement maximal, que les dépenses d'exploitation et d'administration sont de 230 500 \$ dans le cas du placement minimal et de 285 000 \$ dans le cas du placement maximal sur la durée de vie de la Société, et que tous les Fonds Disponibles (4 500 000 \$ dans le cas du placement minimal et de 9 000 000 \$ dans le cas du placement maximal; voir « Emploi du Produit » dans le Prospectus) sont investis dans les Actions Accréditives de sociétés de Ressources naturelles qui, à leur tour, engagent ces montants au titre de FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la Société avec une date de prise d'effet en 2017 et attribué à un Commanditaire de catégorie Québec et déduit par ce dernier en 2017.

(2) Il est supposé qu'en 2017, 100 % des Fonds Disponibles dépensés pour acquérir des Actions Accréditives de sociétés de Ressources naturelles qui engagent des Dépenses Admissibles à l'intérieur et à l'extérieur du Québec permettront aux Commanditaires de bénéficier du crédit d'impôt à l'investissement fédéral non remboursable à sa disposition correspondant à 15 % dépenses minières déterminées pour ce qui est de certains FEC miniers « réels » engagés par une société de Ressource naturelle en 2017 et qui ont fait objet d'une renonciation aux termes de Conventions de Placement conclues au plus tard en décembre 2017. Il est supposé que le Commanditaire sera assujéti à l'impôt sur la récupération du crédit d'impôt à l'investissement en 2018.

(3) Ces montants se rapportent aux coûts engagés par la Société, y compris la Rémunération des placeurs pour compte et les Frais de placement (y compris les frais de déplacement, de vente et de commercialisation incluant les taxes), certains frais d'administration et frais d'exploitation estimatifs, et les honoraires du Commandité (voir la Note (1) ci-dessus). Dans la mesure que ces dépenses sont financés par la Facilité de Portefeuille de Prêts National (y compris la part des charges du Portefeuille financé par la réserve d'exploitation), le montant du capital impayé et l'intérêt sur cette somme constitueront un Montant à Recours Limité de la Société et des Commanditaires. En règle générale, ces frais ne seront pas déductibles par la Société tant que le montant emprunté n'aura pas été remboursé, dont les calculs supposent aura lieu en 2018 et avant la clôture d'un Évènement de liquidité et la dissolution de la Société, après quoi les frais seront réputés avoir été engagés jusqu'à concurrence du montant remboursé. Les deux calculs supposent que la Société réalisera des gains en capital suffisant pour payer les coûts d'exploitation et d'administration en sus des frais financés par la Réserve d'exploitation.

(4) Sous réserve de la note (3), la Rémunération des placeurs pour compte et les Frais du placement sont déductibles aux fins de la Loi de l'impôt au taux de 20 % par année.

(5) Suppose qu'aucune partie du prix de souscription des Parts ne fera l'objet d'un financement aux termes duquel le recours est limité.

(6) Un Commanditaire ne pourra se prévaloir des déductions fiscales en sus des montants « à risque » des Commanditaires.

(7) Les calculs supposent que le Commanditaire n'est pas assujéti à l'impôt minimum de remplacement. Voir « Incidences fiscales fédérales canadiennes » dans le Prospectus.

(8) Le montant des déductions fiscales, de revenus ou de produit de disposition pour ce qui est d'un Souscripteur particulier sera probablement différent de ceux susmentionnés.

(9) Les calculs supposent que des gains en capital sont réalisés sur la vente d'actifs de la Société afin de rembourser les montants empruntés sous la Facilité de Portefeuille de Prêts nationaux, et pour payer les frais d'exploitation et d'administration supérieure à la Réserve Opérationnelle décrite à la Note (3). Le tableau ne tient pas compte du montant des impôts sur les gains en capital à payer à la disposition de parts ou des actions des fonds communs de placement par les Commanditaires.

(10) Les calculs supposent que 75 % des Fonds Disponibles seront investis dans des Actions accréditives émises par des sociétés de Ressources naturelles engageant des FEC 100 % dans la province de Québec (les « Fonds éligibles de catégorie Québec »), et qu'un Commanditaire de catégorie Québec aura droit à une déduction supplémentaire de 10 % à l'égard de certains FEC et une autre déduction supplémentaire pour ce qui est de certaines dépenses d'exploration pétrolière et gazière ou d'exploration à ciel ouvert engagé dans la province de Québec. Aux fins de nos calculs des résultats, nous avons supposé que 50 % des Fonds éligibles de catégorie Québec auront droit à la déduction supplémentaire de 20 %, et que 50 % auront droit à la déduction supplémentaire de 10 %.

(11) **Les calculs supposent un taux marginal d'imposition fédéral de 27,56 % pour les résidents du Québec et un taux d'imposition marginal provincial au Québec de 25,75 % pour le Portefeuille Québec.** Les économies d'impôts sont calculées en multipliant les déductions totales estimatives de l'impôt sur le revenu pour chaque année par le taux marginal d'imposition supposé pour l'année en question. Dans l'illustration, il est supposé que le Souscripteur dispose d'un revenu suffisant pour que les économies d'impôts illustrés soient réalisés dans l'année indiquée.

(12) Lors du calcul de la taxe applicable aux gains en capital et le seuil d'équilibre du produit de la disposition aux fins de l'impôt sur le revenu du Québec, il est supposé que le particulier qui est Commanditaire de catégorie Québec dispose d'une somme suffisante dans son compte de Dépenses pour permettre au particulier qui est Commanditaire de catégorie Québec de réclamer une exemption en vertu de la Loi de l'impôt du Québec pour le montant intégral du gain en capital imposable lié aux investissements faits au Québec réalisés sur la disposition du placement initial du particulier qui est Commanditaire de catégorie Québec.

(13) La déduction équivalente minimale est calculé comme étant la somme (i) de la déduction fiscale nette (au fédéral et au Québec, s'il y a lieu) et (ii) du CII gagné sur les FEC divisé par le taux marginal d'imposition (au fédéral et au Québec, s'il y a lieu). Cela représente la valeur des déductions fiscales qui procureraient les mêmes économies d'impôt pour l'investissement indiqué exprimé en pourcentage de l'investissement initial, soit 5 000 \$.

(14) Le seuil d'équilibre du produit de la disposition représente le montant qu'un Souscripteur doit recevoir tel que, après le paiement de l'impôt sur les gains en capital, le Souscripteur pourrait récupérer son capital à risque (le montant exposé au risque). L'impôt sur les gains en capital est calculé selon l'hypothèse que le prix de base rajusté du placement est nul et que 50 % des gains du Souscripteur sont soumis au taux d'imposition marginal de 50 %. Voir « Incidences fiscales fédérales canadiennes » dans le Prospectus.

(15) Les calculs ne tiennent pas compte de la valeur de rendement de l'argent. Tout calcul de la valeur actualisée devrait tenir compte de l'échéancier des flux de trésorerie, la situation fiscale actuelle et future du Souscripteur, et toute variation de la valeur marchande des Portefeuilles, dont aucune ne puisse actuellement être estimée de façon précise par le Commandité.

(16) La protection contre la chute des cours est calculée en soustrayant du coût du placement initial le seuil d'équilibre du produit de disposition, et puis en divisant le résultat par le coût du placement.

ÉQUIPE DE GESTION CHEVRONNÉE

L'équipe de direction du commandité est composé du groupe suivant de spécialistes chevronnés, et chacun d'eux a une réputation bien établie au sein du secteur des services financiers canadiens et dans la gestion de placements dans les ressources énergétiques.

HUGH CARTWRIGHT, B.COMM – PRÉSIDENT DU CONSEIL ET ADMINISTRATEUR



- Président, associé directeur et administrateur de Maple Leaf Short Duration Holdings Ltd., promoteur du placement et société mère du commandité.
- M. Cartwright a obtenu de la University of Calgary un baccalauréat en commerce et s'est spécialisé en finance.

SHANE DOYLE, B.A., M.B.A. – PRÉSIDENT, CHEF DE LA DIRECTION ET ADMINISTRATEUR



- Associé directeur et administrateur de Maple Leaf Short Duration Holdings Ltd.
- M. Doyle compte une vaste expérience en matière de services de conseils financiers aux entreprises, d'expansion des affaires, de gestion des relations avec la clientèle et de supervision du territoire.
- M. Doyle a obtenu une maîtrise en administration des affaires de la St. Mary's University à Halifax en 1988.

JIM HUANG, CFA, CGA – GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE ET ADMINISTRATEUR



- Président et gestionnaire de portefeuille de T.I.P. Wealth Manager Inc., dont les services ont été retenus par le gestionnaire pour agir à titre de gestionnaire de placements de la société en commandite. En qualité de gestionnaire de portefeuille, M. Huang repère et définit les occasions de placement, que ce soit dans des sociétés ou au sein de secteurs, et s'assure qu'il s'agit de placements solides pouvant procurer une plus-value du capital pour le portefeuille du Maple Leaf Short Duration Flow-Through Limited Partnership.
- Il compte plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des placements et était vice-président et gestionnaire de portefeuille de Natcan Investment Management Inc. et la société qu'elle a remplacée Gestion Altamira Ltée, de novembre 1998 à mars 2006. Auparavant, de février 1996 à novembre 1998, il était analyste principal de recherche/chef des placements chez Sun Life du Canada.

JOHN DICKSON, CGA, B.A. – CHEF DES FINANCES



- Chef des finances de Maple Leaf Short Duration Holdings Ltd.
- M. Dickson compte plus de 15 années d'expérience à des postes de gestion financière, de comptabilité et de communication de l'information en valeurs mobilières et encadre les services de comptabilité administrative et de communication de l'information nécessaires pour les sociétés en commandite accréditives.
- M. Dickson est comptable général accrédité et titulaire d'un baccalauréat en administration de l'université Lakehead en Ontario.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE CHOISIS

Les présents titres sont de nature spéculative. Il s'agit d'une mise en commun sans droit de regard. Un placement dans la société en commandite ne convient qu'aux souscripteurs qui peuvent assumer la perte de la totalité ou d'une partie de leur placement. Rien ne garantit qu'un placement dans les parts procurera un rendement positif, s'il en est. Rien ne garantit non plus que le commandité sera en mesure de repérer un nombre suffisant d'émetteurs prêts à émettre des actions accréditives afin de permettre au portefeuille Québec d'engager la totalité de ses fonds disponibles d'ici le 31 décembre 2017. Par conséquent, il se peut que le capital soit remboursé aux commanditaires de la catégorie Québec, qui pourraient ne pas être en mesure de réclamer les déductions d'impôt prévues.

En vertu d'une initiative proposée par le gouvernement libéral visant à réduire progressivement les subventions à l'industrie des combustibles fossiles qui comprends une instruction au ministre des Finances d'élaborer des propositions permettant les déductions de FEC seulement dans les cas de travaux d'exploration infructueux, les avantages fiscaux en vertu de la Loi de l'impôt associé à un placement dans des actions accréditives peuvent être réduits ou éliminés.

Pour obtenir des renseignements complets, notamment des renseignements additionnels sur les facteurs de risque, veuillez vous reporter au prospectus.

CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

DATE	ÉVÉNEMENT
➤ Vers la mi-Février 2017 :	Clôture initiale.
➤ Au plus tard le 31 Mars 2018 :	Les commanditaires reçoivent leur relevé provincial RL-15 et leur relevé fédéral T5013 aux fins de l'impôt.
➤ Le, ou vers le 30 juin 2018 :	Le commandité a l'intention de mettre en œuvre une opération de liquidité.
➤ Dans un délai de 60 jours de la réalisation de l'opération de liquidité :	Des actions de l'organisme de placement collectif sont distribuées après le transfert des actifs de la société en commandite à l'OPC, si une opération de roulement avec un OPC est mise en œuvre.
➤ Le, ou vers le 30 juin 2019 :	Si une opération de liquidité n'est pas mise en œuvre, la société en commandite sera dissoute, à moins que les commanditaires n'approuvent, par résolution extraordinaire, la poursuite des activités de la catégorie avec un portefeuille géré activement.

COORDONNÉES DES MEMBRES DU SYNDICAT

Banque Scotia

Services bancaires d'investissement

Robert Hall 416-933-2624
Matthew Jones 416-865-2046
Nicole Paul 416-863-3967

Marchés des capitaux propres

Nikita Tziavas 416-863-3727
Chris Kennedy 416-863-7799
Stacy Um 416-863-7771

BMO Marchés des capitaux

Robin Tessier
416-359-8245

CIBC

Valerie Tan
416-956-3976

Financière Banque Nationale Inc.

Gavin Brancato
416-869-7568

Corporation Canaccord Genuity

Ron Sedran
416-869-3198

Valeurs mobilières Desjardins Inc.

Nikolas Javaheri
19-985-3536

Placements Manuvie incorporée

David MacLeod
604-687-1666

Raymond James Ltée

Graham Fell
416-777-7187

Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc.

Richard Kassabian
416-864-2634

Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Tyler Wervin
204-942-7637

Echelon Wealth Partners Inc.

Farooq Moosa
647-793-4548

PRÉSENTATIONS LOCALES

Si vous souhaitez que Maple Leaf Short Duration 2017 Flow-Through organise une présentation dans votre localité, veuillez communiquer avec votre service de syndication ou avec Stacy Um de Banque Scotia au 416-863-7771 ou à stacy.um@scotiabank.com.



609, rue Granville, bureau 808, Vancouver (C.-B.) V7Y 1G5

Tél. : 604.684.5750 ou 1.866.688.5750 Téléc. : 604.684.5748 Courriel : info@MapleLeafFunds.ca

www.MapleLeafFunds.ca